



**PRÉFET  
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement des  
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine  
rue du Cul d'Anon  
BP 80145  
49124 Saint-Barthélemy-d'Anjou

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 10 décembre 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**GREYSTAL (ex EURAMAX)**

Complexe industriel de Méron  
BP 5  
49260 Montreuil-Bellay

Références : 2025-713\_INSP\_GREYSTAL – Montreuil-Bellay\_RAP  
Code AIOT : 0006301072

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/11/2025 dans l'établissement GREYSTAL (ex EURAMAX) implanté Complexe industriel de Méron BP 5 49260 Montreuil-Bellay. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GREYSTAL (ex EURAMAX)
- Complexe industriel de Méron BP 5 49260 Montreuil-Bellay
- Code AIOT : 0006301072
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société GREYSTAL exploite sur la commune de Montreuil-Bellay un établissement de fabrication de pièces en aluminium.

L'activité du site est encadrée par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 07/03/2001 et les arrêtés préfectoraux de prescriptions complémentaires du 01/07/2005 (autosurveillance) et du 26/02/2013 (modifiant et complétant l'arrêté du 07/03/2001 sur les thématiques rejets d'eaux résiduelles industrielles, rejets atmosphériques, bruit et déchets).

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 07/03/2001, article 8.7	Demande d'action corrective	3 mois
6	Confinement des eaux incendie – dimensionnement	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Cessation partielle d'activité	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R. 512-75-1	Sans objet
2	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 26/02/2013, article 4.2	Sans objet
3	Conditions de rejet des eaux industrielles résiduelles	Arrêté Préfectoral du 26/02/2013, article 4.1	Sans objet
4	Installations électriques – mises à la terre	Arrêté Préfectoral du 07/03/2001, article 8.2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater que le site ne comporte pas de dispositif de confinement permettant de collecter les eaux d'extinction et que le contrôle des débits sur les poteaux incendie n'est pas réalisé en simultané. Des actions correctives sont donc attendues de la part de l'exploitant.

Par ailleurs, des actions doivent être engagées par l'exploitant concernant la cessation partielle d'activité liée à l'arrêt de la chaîne d'anodisation.

Cette cessation nécessite une actualisation des prescriptions applicables au site. Un dossier détaillant l'ensemble des modifications réalisées sur le site avec tous les éléments d'appréciation devra être transmis au préfet.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Cessation partielle d'activité

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 06/07/2024, article R. 512-75-1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Cessation d'activité
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>I. La cessation d'activité est un ensemble d'opérations administratives et techniques effectuées par l'exploitant d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement afin de continuer à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, lorsqu'il n'exerce plus les activités justifiant le classement de ces installations au titre de la nomenclature définie à l'article R. 511-9 sur une ou plusieurs parties d'un même site.</p> <p>La cessation d'activité se compose des opérations suivantes :</p> <p>1° La mise à l'arrêt définitif ;</p> <p>2° La mise en sécurité ;</p> <p>3° Si nécessaire, la détermination « du ou des usages futurs » selon les modalités prévues aux articles R. 512-39-2, R. 512-46-26 et R. 512-66-1 ;</p> <p>4° La réhabilitation ou remise en état. Les installations temporaires créées exclusivement pour la réalisation d'opérations relatives à la cessation d'activité sur les terrains concernés sont réglementées en tant que de besoin par arrêté pris dans les formes prévues aux articles R. 181-45, R. 512-46-22 ou L. 512-12.</p> <p>II. Les obligations en matière de cessation d'activité relatives à une installation classée dont l'activité est réduite d'une manière telle qu'elle relève d'un autre régime restent celles applicables avant cette réduction d'activité.</p> <p>Lorsqu'une évolution de la nomenclature des installations classées conduit une installation à relever d'un autre régime, les obligations en matière de cessation d'activité sont celles du nouveau régime applicable.</p> <p>III. La mise à l'arrêt définitif consiste à arrêter totalement ou à réduire dans une mesure telle qu'elles ne relèvent plus de la nomenclature définie à l'article R. 511-9 toutes les activités classées d'une ou plusieurs installations classées d'un même site, indépendamment de la poursuite d'autres activités sur le site et de la libération des terrains.</p> <p>IV. La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :</p> <p>1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ;</p> <p>2° Des interdictions ou limitations d'accès ;</p> <p>3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;</p> <p>4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux. En tant que de besoin, les opérations engagées dans le cadre de la mise en sécurité s'accompagnent de mesures de gestion temporaires ou de restrictions d'usage temporaires.</p> <p>V. En outre, l'exploitant doit placer le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, sur les terrains voisins de ceux concernés par la cessation d'activité.</p> <p>VI. La réhabilitation ou remise en état consiste à placer le ou les terrains d'assiette d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement dans un état permettant le</p>

ou les usages futurs du site déterminés, dans le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, de l'article L. 211-1, selon les dispositions, le cas échéant, des articles R. 512-39-2 à R. 512-39-3 bis et R. 515-75, R. 512-46-26 et R. 512-46-27 bis ou R. 512-66-1.

VII. Lorsque la ou les installations concernées par la cessation d'activité continuent d'être le siège d'une activité qui ne justifie plus leur classement au titre de la nomenclature définie à l'article R. 511-9, les mesures prises sur le fondement du 1° du I et du IV peuvent être adaptées, pour répondre aux nécessités de l'activité qui continue, selon les modalités précisées par l'arrêté ministériel prévu au III des articles R. 512-39-1, R. 512-46-25 et R. 512-66-1.

#### **Constats :**

Par courrier du 08/02/2023, l'exploitant a informé de l'arrêt définitif de la chaîne d'anodisation.

L'arrêt de cette activité implique la cessation de la rubrique 3260 (Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 m<sup>3</sup>).

Lors de la visite du site, il a été constaté que les bains de traitement de surface ont été vidés et l'alimentation électrique de l'atelier a été coupée.

Il est indiqué à l'exploitant que la cessation de l'activité implique la réalisation de plusieurs étapes devant être validées par la transmission d'attestation :

- Mise en sécurité :

L'exploitant doit procéder à l'évacuation des produits dangereux, purge/inertage des installations, la suppression des sources d'incendie/explosion, la gestion des déchets et le maintien des dispositifs indispensables.

Cette étape est validée par la transmission d'une ATTES SECUR rédigée par un organisme compétent.

- Mémoire de réhabilitation :

Transmission d'un mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés.

Cette étape est validée par la transmission d'une ATTES MEMOIRE rédigée par un organisme compétent.

- Réalisation des travaux prévus par le mémoire de réhabilitation

Cette étape est validée par la transmission d'une ATTES TRAVAUX rédigée par un organisme compétent.

Il est précisé à l'exploitant que l'article R. 512-39 du code de l'environnement prévoit la possibilité de différer la réhabilitation sur demande expresse et justifiée.

À toutes fins utiles, la liste des bureaux d'études disposant des certifications dans le domaine de la cessation d'activité ICPE est disponible sur le lien suivant <https://www.lne.fr/recherche-certificats/fr/297>

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Autosurveillance

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 26/02/2013, article 4.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eaux superficielles

**Prescription contrôlée :**

4.5.1 - L'exploitant procède à une autosurveillance de la qualité des effluents de sa station portant sur les paramètres et selon les fréquences définies ci-après :

Fréquence de contrôle	Paramètres à contrôler
Journalière	débit, pH
Hebdomadaire	Al, Sn, Cr <sub>tot</sub>
Mensuelle	DCO, MES

Ces analyses sont réalisées sur des échantillons moyens journaliers représentatifs.

Les résultats de ces contrôles ainsi que les débits journaliers correspondant sont adressés mensuellement à l'inspection des installations classées.

4.5.2 - L'exploitant fait procéder à un recalage trimestriel de l'autosurveillance par un laboratoire dont le choix est soumis à l'approbation de l'inspection des installations classées. Ce contrôle porte sur l'ensemble des paramètres visés à l'article 4.5.1 ci-dessus. Les résultats de ces contrôles sont adressés à l'inspection des installations classées en même temps que l'autosurveillance.

Une fois par an, le contrôle par le laboratoire porte sur le phosphore total et l'azote global.

**Constats :**

Suite à l'arrêt de la chaîne d'anodisation, les eaux industrielles traitées par la station sont constituées des eaux issues du poudrage (équivalent de 1 m<sup>3</sup> par jour).

Les résultats d'autosurveillance sont déclarés par l'exploitant sur GIDAF.

La consultation des résultats sur les 12 derniers mois a permis de réaliser les constats ci-dessous.

La fréquence d'analyse des paramètres visés dans l'arrêté préfectoral est respectée.

Aucun résultat n'est déclaré pour le mois d'août en raison de l'arrêt usine et l'absence de rejet.

L'exploitant indique que le recalage trimestriel est réalisé par la société IANESCO.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Observation :**

Dans le cadre de la cessation partielle d'activité évoquée au point de contrôle n°1, il pourrait être utile d'actualiser les prescriptions applicables au site (allègement de la surveillance des rejets aqueux par exemple).

Cette actualisation pourra être réalisée suite à la transmission d'un dossier détaillant l'ensemble des modifications réalisées sur le site avec tous les éléments d'appréciation.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Conditions de rejet des eaux industrielles résiduaires**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/02/2013, article 4.1		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux superficielles		
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les effluents des ateliers de traitement de surface sont traités dans une station de détoxification afin de satisfaire aux normes fixées ci-après avant rejet au milieu naturel constitué par la rivière Le Thouet. Tout effluent non conforme à ces normes doit être considéré comme un déchet à être éliminé dans les conditions prévues à l'article 7 du présent arrêté. Les dispositifs de rejets doivent être aisément accessibles et aménagés de manière à permettre l'exécution de prélèvement dans l'effluent, ainsi que la mesure de son débit dans de bonnes conditions de précision. Ils doivent être munis des équipements suivants : un canal de mesure des débits, un débitmètre enregistreur totaliseur et un échantillonneur automatique asservi au débit de rejet. Les effluents présentent, à la sortie de la station, les caractéristiques maximales suivantes :		
<b>Caractéristiques du rejet</b>		
Débit maximum instantané en m <sup>3</sup> /h	4	
Débit maximum sur 24h en m <sup>3</sup> /j	55	
pH	6.5 à 9	
<b>Paramètres</b>	<b>Concentration maximale en mg/l</b>	<b>Flux journalier en kg/j</b>
MES	30	1.5
DCO	150	7.5
Phosphore total	2	0.1
Aluminium	5	0.25
Chrome total	0.5	0.015
Etain	2	0.1
Hydrocarbures totaux	5	0.25

Métaux totaux	7	0.35
<p>Ces valeurs limites s'imposent pour des prélèvements moyens réalisés sur 24 heures. 10% des résultats de ces mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites ci-dessus, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Dans le cas de mesures en permanence, ces 10% sont comptés sur une base mensuelle.</p> <p>Le pH et le débit, en sortie de la station de détoxification sont mesurés et enregistrés en continu. Tout dépassement du pH doit déclencher une alarme efficace et entraîner automatiquement l'arrêt du rejet et de l'alimentation en eau des ateliers de traitement de surface.</p>		
<p><b>Constats :</b></p> <p>La consultation des résultats d'autosurveillance ne fait pas apparaître de dépassement des valeurs limites.</p>		
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>		

#### N° 4 : Installations électriques – mises à la terre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/03/2001, article 8.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations électriques sont établies suivant les normes en vigueur et entretenues en bon état ; elles sont périodiquement contrôlées à intervalles n'excédant pas une année par un technicien compétent.</p> <p>Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Inspection du 03/05/2022 :</u></p> <p>Il avait été constaté que le dernier rapport de vérification des installations électriques réalisé par Bureau Veritas du 15/12/21 faisait état d'observations et l'attestation Q18 concluait "peut entraîner des risques et explosions [...]".</p> <p>L'exploitant avait mis en place un plan d'actions pour corriger ces écarts.</p> <p>Il avait été indiqué à l'exploitant qu'une absence de levée rapide des non-conformités menant à conclure au niveau du Q18 à des risques d'incendie et d'explosion pouvait mener à une proposition de mise en demeure.</p> <p><u>Inspection du 20/11/2025 :</u></p> <p>L'exploitant a présenté le dernier rapport Q18 établi par Bureau Veritas le 12/03/2025. Le rapport conclut à l'absence de risque d'incendie et d'explosion.</p> <p>Le rapport de vérification des installations électriques fait état d'observations nouvelles qui sont traitées par le service maintenance et tracées dans la GMAO.</p> <p>L'exploitant a présenté le rapport de contrôle thermographique Q19 réalisé par la société SEFI le 14/11/2025. Des anomalies sont constatées. L'exploitant indique qu'elles ont été corrigées en</p>



interne. Les bons de travaux justifiant des interventions ont été transmis suite à l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/03/2001, article 8.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'établissement dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques en nombre suffisant et judicieusement répartis. Outre les dispositifs portatifs et robinets d'incendie armés, la défense externe contre l'incendie est assurée par au moins 7 poteaux incendie conformes à la norme NFS 61-213 situés à moins de 100 mètres des bâtiments à protéger permettant un débit simultané de 180 m<sup>3</sup>/h.</p> <p>Ces moyens sont complétés par une réserve d'eau de 1 320 m<sup>3</sup>, distante de 200 m au maximum des bâtiments à protéger [...]</p> <p>Les emplacements des moyens internes à l'établissement sont signalés et leur accès maintenu libre en permanence.</p> <p>Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques par un technicien qualifié.</p> <p>Le personnel doit être formé à l'utilisation des moyens de lutte contre l'incendie.</p> <p>Un plan de secours précise les conditions d'intervention en cas d'incendie.</p>

**Constats :**Inspection du 03/05/2022 :

L'exploitant avait indiqué qu'une réserve d'eau incendie était disponible pour les services d'intervention et de secours vers l'entrée du site.

Concernant les poteaux incendie, le dernier relevé de mai 2018 indiquait des débits unitaires mesurés à 93, 95, 96 et 100 m<sup>3</sup>/h pour une pression dynamique supérieure à 1 bar.

Le plan des moyens de lutte mentionnait bien les 7 poteaux incendie disposés autour des différents bâtiments.

Il était demandé à l'exploitant de procéder à la mesure du débit simultané unitaire sur chaque poteau incendie et de s'assurer de pouvoir disposer en permanence du volume utile nécessaire au niveau de la réserve incendie.

Par ailleurs, en cas de réserve d'eau mutualisée, une convention (accord écrit) entre les différents utilisateurs et le propriétaire devait être établie (volume suffisant, accès en toute circonstance etc.).

Inspection du 20/11/2025 :

Concernant la réserve d'eau, l'exploitant indique qu'elle est située en dehors du site sur la zone industrielle. Une demande a été réalisée auprès de la mairie pour mettre en place une convention, toutefois l'exploitant indique que la mairie ne veut pas la réaliser.

Les poteaux incendie sont localisés sur le domaine public. Le dernier contrôle des débits a été réalisé le 08/02/2022 et indique un débit moyen de 80 m<sup>3</sup>/h par poteau.

**Non-conformité:** le contrôle en simultané n'a pas été réalisé sur les poteaux incendie.

Il est indiqué à l'exploitant que dans le cadre de l'actualisation des prescriptions applicables au site, il pourrait être utile de transmettre un nouveau calcul du besoin en eau.

Par ailleurs, l'exploitant a présenté le dernier rapport de vérification des extincteurs réalisé par la société EUROFEU en juillet 2025 et le rapport Q4 du 20/10/2025. L'installation est conforme.

L'ensemble du personnel est formé à la manipulation des extincteurs. L'exploitant indique qu'une formation de recyclage est réalisée tous les 3 ans. L'exploitant a présenté le justificatif de formation réalisé par la société CHUBB (dernière session du 18/11/2025).

L'exploitant a présenté le plan d'intervention précisant la localisation des points d'eau (poteaux et réserve).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :****Demande d'action corrective :**

Il est demandé à l'exploitant de faire réaliser un contrôle en simultané sur les poteaux incendie afin de justifier d'un débit simultané de 180 m<sup>3</sup>/h.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 6 : Confinement des eaux incendie – dimensionnement**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent.</p> <p>En tout état de cause, l'installation comportant des stockages de substances ou préparation très toxiques quantité supérieure à 20 tonnes, ou toxiques en quantité supérieure à 100 tonnes est équipée d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent.</p> <p>Le volume de ce bassin est déterminé au vu de l'étude de dangers. En l'absence d'éléments justificatifs, une valeur forfaitaire au moins égale à 5 m<sup>3</sup> par tonne de produits visés au deuxième alinéa ci-dessus et susceptibles d'être stockés dans un même emplacement est retenue.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Inspection du 03/05/2022 :</u></p> <p>Il avait été constaté que le site ne disposait pas de bassin de confinement.</p> <p>L'exploitant étudiait la possibilité d'utiliser la station d'épuration actuelle comme zone de confinement des eaux d'extinction incendie. Celle-ci n'aurait plus lieu d'être en cas d'arrêt effectif de la chaîne d'anodisation.</p> <p>Néanmoins, ce confinement nécessitait une étude préalable de la faisabilité (afin de s'assurer que les eaux peuvent être dirigées en totalité vers cette zone avec possibilité de confinement (vannes de fermeture,...)).</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant n'avait pas procédé au dimensionnement en besoin de confinement (calcul D9A) tenant compte des eaux d'extinction et lié aux intempéries.</p> <p>Le dimensionnement des rétentions en fonction de la quantité de produits entreposés dans les bacs (chaîne d'anodisation) avait été vérifié. L'exploitant avait présenté un tableau récapitulatif des différentes rétentions du site.</p> <p><u>Inspection du 20/11/2025 :</u></p> <p>L'exploitant indique que la solution envisagée pour le confinement des eaux d'extinction est l'utilisation des bassins de la station d'épuration. Toutefois, aucune information n'a été transmise concernant le volume disponible et le besoin de confinement (calcul du D9A).</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant envisage l'utilisation de pompes pour envoyer les eaux d'extinction vers les bassins. Ce dispositif serait mis en œuvre après l'extinction de l'incendie. L'inspection précise que les eaux doivent être isolées dès le début de l'incendie.</p> <p><b>Non-conformité :</b> l'exploitant ne dispose pas d'un bassin de confinement permettant de collecter les eaux d'extinction.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Demande d'action corrective :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- fournir le calcul du volume d'eau à retenir selon le guide D9A,</li> <li>- définir le dispositif afin de contenir la totalité du volume calculé.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective

**Proposition de délais : 3 mois**